

Le traité de l'OMS sur les pandémies conduit à la dictature de la santé par des fondations aux moyens financiers importants !

**En mars 2022, des négociations ont eu lieu au siège de l'OMS à Genève en vue d'un accord international sur la prévention et la lutte contre les pandémies. Il s'agit pour l'OMS de ne pas se contenter d'émettre des recommandations, mais de publier des directives sanitaires contraignantes à l'intention de tous les pays membres.
Dans cette émission, vous apprendrez ce que le Forum de Paris sur la paix et ses principaux sponsors ont à voir avec cela !**

Alors que la guerre en Ukraine fait actuellement presque à elle seule la une des journaux du monde entier, les négociations sur un accord international de prévention et de lutte contre les pandémies ont eu lieu début mars 2022 au siège de l'OMS à Genève. L'accord se fonde sur l'article 19 de la Constitution de l'OMS, selon lequel l'Assemblée générale de l'OMS peut adopter des accords contraignants pour tous les États membres, à la majorité des deux tiers.
La proposition d'un traité international sur les pandémies a été annoncée pour la première fois par le président du Conseil européen, Charles Michel, lors du Forum de Paris sur la paix en novembre 2020. Cet appel à un tel traité a également été souligné dans la déclaration du 19 février 2021 des chefs d'État et de gouvernement du G7 (groupement informel des principales nations industrialisées du monde occidental au moment de sa création). Fin mars 2021, l'OMS a publié un appel de 25 chefs de gouvernement à conclure un traité sur les pandémies. Parmi eux figurait celle qui était alors la chancelière allemande, Angela Merkel. La Suisse soutient également l'objectif de ce traité. Le conseiller fédéral Alain Berset a en effet ouvert la 74e Assemblée mondiale de la santé de l'OMS le 24 mai 2021 en appelant les États membres à soutenir une telle architecture de protection de la santé.
Dans un article remarquable consacré au traité sur la pandémie, le journaliste économique allemand Norbert Häring écrit à propos du « Forum de Paris sur la paix » : la mission de ce forum créé en 2018 et peu connu en Allemagne est d'offrir une plate-forme ouverte à tous ceux qui tentent de développer une coordination, des règles et des capacités pour résoudre les problèmes mondiaux. Il se considère comme une sorte d'organe de régulation de réserve des affaires mondiales. Häring révèle ensuite qui sont les principaux sponsors du « Forum de Paris sur la paix ». Outre la Commission européenne et la société de conseil Brunswick, il s'agit des fondations Open Society du milliardaire George Soros et de Microsoft. Ensuite, les fondations Gates, Rockefeller et Ford, sans oublier la deuxième fondation la plus riche du monde, qui soutient la recherche médicale, Wellcome Trust et YouTube, filiale de Google. Ce sont également, selon Häring, les principaux sponsors de l'OMS et des activités internationales de vaccination.

A première vue, le citoyen lambda pourrait être tenté de penser qu'un traité international sur les pandémies est une bonne chose, puisqu'il permettrait de se préparer aux pandémies au niveau mondial. Il est toutefois intéressant de noter que de très nombreux scientifiques, médecins et avocats s'opposent à ce projet, comme par exemple le Conseil mondial de la santé. Mais pour quelles raisons ?

Selon le Conseil mondial de la santé, l'accord de l'OMS constitue une menace pour la souveraineté des pays et les droits inaliénables des personnes. Il estime en outre que les gens ont le droit de participer à tous les accords qui concernent leur vie, leurs moyens de subsistance et leur bien-être. Sans un processus démocratique impartial, tout accord de l'OMS conclu par le biais des Nations unies est illégal, illégitime et invalide. Le 7 mars 2022, le réseau « Santé pour l'Autriche » s'est lui aussi clairement prononcé contre l'accord dans une lettre ouverte. Écoutez maintenant la lettre ouverte dans une forme nettement abrégée :

« Mesdames et Messieurs ..., nous souhaitons mettre en garde de toute urgence contre une évolution très inquiétante. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit d'établir un accord sur la « préparation mondiale à une pandémie ». Le traité a été présenté en décembre 2021 et un groupe de négociation s'est réuni pour la première fois le 1er mars 2022. Selon les informations fournies par le ministère de la Santé, les représentants autrichiens ont déjà approuvé la création d'un « traité sur les pandémies ».

Le projet est très dangereux

Cet accord doit permettre à l'OMS de ne plus émettre de recommandations pour les gouvernements des pays membres, comme c'est le cas actuellement, mais de prendre des décisions qui seraient considérées comme des lois et même supérieures à notre Constitution. L'« accord de préparation à la pandémie » signifierait un contournement de toutes les institutions démocratiques, car l'OMS elle-même n'a pas de légitimité démocratique. Les citoyens autrichiens n'ont aucune influence sur cet organe, le gouvernement élu serait relégué au rang d'organe d'exécution.

Mais plus important encore, la signature du traité représente un énorme danger potentiel pour les États membres. Car le traité permettrait à l'OMS de dicter aux pays les mesures qu'elle souhaite. Seule condition : qu'elle déclare au préalable l'état d'urgence mondial. C'est toutefois l'OMS elle-même qui décide de ce qui est considéré comme une « urgence mondiale ».

L’« indépendance », c'est autre chose

L'OMS n'est-elle pas une organisation internationale indépendante au service du bien-être de l'humanité ? C'est ainsi qu'elle a été conçue à l'origine. Aujourd’hui, on doit se demander si l'OMS suit toujours ses idéaux initiaux ou si elle répond plutôt aux souhaits de ses bailleurs de fonds. En effet, elle n'est plus financée qu'à hauteur de 20% par les contributions obligatoires des pays membres.

Les 80% restants proviennent de dons, en partie de fondations et de l'industrie pharmaceutique. Et parmi ces fonds, une grande partie est à nouveau affectée : Cela signifie que ce sont les donateurs qui déterminent comment l'OMS dépense leur argent.
L'« indépendance », c’est autre chose. On peut se demander s'il est vraiment question de la santé des gens ou de plus en plus d'argent et de contrôle. On a vu que ce dernier a joué au moins un rôle majeur dans le cadre de la grippe porcine de 2009 : Jusqu'en 2009, l'OMS définissait une pandémie sur son site internet comme « un nombre énorme de décès et de cas de maladie ».

Lorsqu'il s'est avéré que la grippe porcine était extrêmement bénigne, ce passage a soudain disparu et il a suffi qu'un agent pathogène se propage rapidement dans au moins deux régions pour qu'une pandémie soit déclarée. Des recherches menées par le Britiisch Medical Journal et le Bureau of Investigative Journalism, ont suggéré que les recommandations de l'OMS étaient alors fortement influencées par des intérêts économiques. Il faudra encore examiner dans quelle mesure l'OMS a agi de manière indépendante dans la pandémie actuelle de Covid ou si des intérêts économiques ont à nouveau participé à ses décisions lourdes de conséquences.

Il est grand temps de dire NON

Si ce projet d'accord entre en vigueur, l'OMS ne pourrait donc pas seulement déclarer une pandémie en raison d'un virus modérément dangereux et imposer des mesures strictes au monde entier, mais elle pourrait également décréter une vaccination obligatoire dans tous les États membres pour n'importe quelle maladie infectieuse. Les fabricants de vaccins (qui financent en partie l'OMS) n'y verraient probablement aucun inconvénient.

Lors de la première réunion de l'organe de négociation, le 1er mars, la procédure et les délais ont été fixés afin de mettre l'accord mondial sur la préparation aux pandémies sur les rails. La deuxième réunion est prévue pour le 1er août 2022. L'objectif est de rendre l'accord juridiquement contraignant dès 2024.

Même si on veut nous « vendre » les plans avec de belles paroles, il est inacceptable qu'une organisation dépendante de l'industrie pharmaceutique et de donateurs privés décide du bien-être de la population mondiale. Parallèlement, une politique de santé centralisée à ce point n'a pas de sens, car elle ne peut pas tenir compte des besoins régionaux et individuels et rend impossible la réaction spécifique à un pays ou à une région face à une situation d'urgence. Enfin, des conditions de vie et un environnement différents exigent des mesures différentes en cas de pandémie. »

C'est ce qui ressort de la lettre ouverte de l'association « Santé pour l'Autriche ».

Si les pays membres de l'OMS signaient ce traité sur les pandémies, l'OMS disposerait d'encore plus de pouvoir pour imposer ses « directives sanitaires ». Une dictature de la santé serait ainsi installée par l'OMS. Ce sont finalement les grands bailleurs de fonds de l'OMS qui en décideraient, ils sont mentionnés ici pour rappel : les fondations Open Society, les fondations Gates, Rockefeller et Ford, Wellcome Trust et la filiale YouTube de Google. Tous ces bailleurs de fonds ne sont pas démocratiquement élus ou légitimés par les peuples et contrôleraient pourtant l'ensemble de la population mondiale par le biais des prescriptions de l'OMS en matière de santé !

**de brm.**

**Sources:**

Zu den Verhandlungen über das WHO-Pandemieabkommen
<https://transition-news.org/morgen-beginnen-bei-der-who-in-genf-die-verhandlungen-uber-ein-verbindliches>
Informationen des Europäischen Rates zum Abkommen
<https://www.consilium.europa.eu/de/policies/coronavirus/pandemic-treaty/>

Wird der globale Pandemie-Vertrag der WHO uns den Dauer-Ausnahmezustand bringen?
<https://norberthaering.de/macht-kontrolle/who-pandemievertrag/>

Videos zum Pandemievertrag von Norbert Häring
<https://www.youtube.com/channel/UC99JefKKsQBmQ6SgbrdlbXg>

Zum Offenen Brief des Weltgesundheitsrates
<https://transition-news.org/offener-brief-zum-pandemievertrag-der-who>

Offener Brief der Wissenschaftlichen Initiative „Gesundheit für Österreich“
<https://gesundheit-österreich.at/who-will-sich-jetzt-ueber-die-verfassung-ihrer-mitgliedslaender-stellen/>

Schweizer Bundersrat Berset eröffnet WHO-Treffen
<https://www.swissinfo.ch/ger/alle-news-in-kuerze/schweiz-fuer-globalen-pandemie-vertrag---berset-eroeffnet-who-treffen/46644068>

Aufruf zum Schreiben an die Verantwortlichen
<https://verfassungsfreunde.ch/de/nein-zum-who-pandemievertrag/?mc_cid=9551276b9c&mc_eid=fa72721465>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.